

ACTUALITE

Pour le secteur iranien des hydrocarbures, l'heure de l'expansion approche

Qualifié à juste titre d'historique, l'accord politique de Lausanne du 2 avril sur le **programme nucléaire de l'Iran** n'est certes pas la fin de l'histoire. Il devra être suivi d'un accord technique d'ici la fin juin et les parties concernées, notamment Washington et Téhéran, devront accepter de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de ce compromis. De ce point de vue, ce qui se passera aux **États-Unis** sera, comme souvent, capital. L'administration Obama n'a pas ménagé ses efforts pour contribuer à ce résultat, qui est considéré comme très important pour l'intérêt national du pays, mais deux de ses principaux alliés, **Israël** et **l'Arabie Saoudite**, font tout ce qu'il faut pour savonner la planche et l'opposition d'une bonne partie du **Congrès** constitue un obstacle qu'il ne faut pas sous-estimer.



Tous les yeux sont tournés vers Washington

En Iran, les responsables politiques avaient, avant la fin des négociations, annoncé la couleur. Tant le guide de la République islamique, l'ayatollah **Seyyed Ali Khamenei** (dont l'approbation est indispensable mais celle-ci est acquise car les négociateurs iraniens n'auraient jamais pu conclure cet accord en dépit d'un feu rouge du guide), que le président **Hassan Rohani** avaient souligné avec force que les sanctions devaient être levées immédiatement et complètement après la conclusion de l'accord, ce qui n'allait pas de soi tant ce dossier nucléaire est révélateur de la grande méfiance qui existe depuis longtemps entre l'Iran et les puissances occidentales. Ce qui a été décidé le 2 avril à Lausanne est que **les sanctions unilatérales seront suspendues** dès que l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)** aura indiqué que l'Iran respecte l'accord. **Suspension et pas levée**, la différence étant que ce qui a été suspendu peut être rétabli si l'Iran devait ultérieurement ne pas se conformer à ses engagements. Quant aux sanctions décidées par les **Nations unies**, le **Conseil de sécurité** devra se prononcer sur ce sujet.

N'oublions pas que ce sont, dans ce cas, les **sanctions américaines et européennes** qui étranglent l'économie iranienne et pas celles, beaucoup plus limitées et plus faibles, décrétées par l'ONU. C'est là où l'on doit revenir au rôle clé de Washington. Les sanctions contre l'Iran imposées par les États-Unis découlent à la fois de **décrets exécutifs** et de **lois**. Le président Obama peut évidemment signer des décrets qui annulent ou modifient des décrets précédents mais il ne peut pas annuler des lois votées par le Congrès. Rien n'empêcherait d'ailleurs le Congrès d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran mais il va de soi que le président américain y opposerait son veto.

À Téhéran, on est très conscient que la partie se jouera principalement à Washington. Cela a conduit M. Mehdi Hosseini, le responsable du **comité de révision des contrats pétroliers** qui dépend du **ministère du Pétrole**, à faire une suggestion quelque peu étrange. Il a en effet proposé de "*récompenser*" les compagnies pétrolières américaines qui prendraient position et agiraient contre les 47 sénateurs qui ont adressé une lettre ouverte aux autorités iraniennes dans laquelle ils ont expliqué qu'ils s'opposeraient à un accord. Il est évident que l'industrie pétrolière américaine est très favorable à la levée des sanctions mais il n'est pas sûr qu'elle puisse suivre M. Hosseini sur cette voie. L'Iran continue à sentir le soufre aux États-Unis et il est délicat d'avoir un profil trop public sur cette question. Gageons cependant que le lobby pétrolier à Washington saura se faire entendre des décideurs par les moyens appropriés au moment opportun.

L'Iran veut augmenter de façon importante sa production et ses exportations de pétrole et de gaz naturel

Comme les lecteurs de cette rubrique le savent bien, le ministère du Pétrole piaffe d'impatience depuis plusieurs mois et n'a pas dissimulé sa volonté de voir la production et les exportations de gaz naturel de l'Iran augmenter très sensiblement à l'avenir. Nous voulons revenir par la grande porte sur les marchés pétroliers et gaziers, indique-t-on à Téhéran (on voit mal un pays avec un potentiel pétrolier et gazier aussi considérable passer par la porte de service). Comme nos lecteurs le savent également, ceci demande du temps du fait des délais de négociation, de préparation et de réalisation propres à l'industrie des hydrocarbures et de la lourdeur des investissements dans ce secteur. Mais le chemin est bien tracé.

Le ministre du Pétrole, M. **Bijan Namdar Zanganeh**, qui souhaitait ardemment la fin des sanctions, a récemment indiqué que la production et les exportations de pétrole du pays pourraient augmenter d'environ **1 million de barils par jour** après plusieurs mois. Selon l'**Agence Internationale de l'Energie (AIE)**, la production iranienne de brut est actuellement de l'ordre de **2,80-2,85 millions de barils par jour** alors qu'elle frôlait 4 Mb/j il y a quelques années. Quant aux exportations, un gain de 1 Mb/j représenterait un quasi-doublement. L'accord provisoire de Genève entre les 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité) et l'Iran, qui avait débouché sur une suspension de certaines sanctions, autorisait implicitement l'Iran à exporter au moins 1 Mb/j de brut.

Pour l'AIE, la capacité soutenable de production de l'Iran ne dépasse pas **2,9 Mb/j** (la capacité soutenable est définie comme le niveau de production qu'un pays peut atteindre en 30 jours au plus et maintenir pendant 90 jours au moins). Les sources iraniennes sont beaucoup plus optimistes. Pour la **National Iranian Oil Company (NIOC)**, la capacité de production nationale est de **4 Mb/j**. La NIOC, qui n'explicite pas cette notion de capacité, estime que la production pétrolière pourrait atteindre un niveau de **4,7 Mb/j** d'ici à la fin de l'actuel plan quinquennal de développement, qui est le cinquième et qui s'achèvera avec l'année iranienne 2015-2016 (donc en mars 2016). Ces projections sont sans doute trop optimistes mais il y aura un gain de production et d'exportations à court terme et beaucoup plus à venir dans le moyen et le long terme.

Le retour des grandes compagnies pétrolières internationales

La prochaine suspension des sanctions, si tout se passe bien, autorisera le retour ou l'arrivée des compagnies pétrolières occidentales, ce dont elles se réjouissent déjà. Ou, plus précisément, cette suspension lèvera les verrous juridiques et politiques à leur future coopération avec l'Iran. Lorsque les verrous sautent, la porte s'ouvre mais cela ne garantit pas que vous en franchissiez le seuil. Encore faut-il que vous ayez envie d'entrer et que vous soyez incités à le faire. Pour les firmes pétrolières, cela signifie que l'Iran devienne un pays attrayant sur le plan économique car les Etats producteurs à travers le monde sont en concurrence pour attirer les investissements.

Comme précisé précédemment dans cette rubrique, l'Iran est conscient qu'il ne peut pas tout attendre de la fin des sanctions. Le comité présidé par M. Hosseini a préparé un nouveau contrat-type, l'**Iran Petroleum Contract (IPC)**, qui est présenté comme tout à fait compétitif et qui remplacera les contrats de **buyback** que les pétroliers internationaux ne regretteront pas. La présentation de ce contrat et de diverses opportunités d'investissement interviendra lors d'une conférence prévue à Londres depuis quelque temps mais dont la date a été reportée à plusieurs reprises. M. Hosseini a récemment rappelé que la tenue de cette conférence n'avait de sens que si un accord sur le programme nucléaire était conclu. Par accord, voulait-il dire accord politique, qui vient d'être conclu, ou accord final, qui est attendu d'ici la fin juin 2015 ? Ce point reste à préciser.

Le futur retour des firmes étrangères, lorsqu'il sera concrétisé, donnera à l'Iran plus de marge de choix. Dans les dernières années, les interlocuteurs de la NIOC étaient surtout des entreprises asiatiques et la société nationale n'a pas caché qu'elle ne se satisfaisait pas de cette situation et que certains de ses partenaires n'étaient pas

toujours à la hauteur. Cela permettra à la NIOC et à ses filiales de bénéficier d'un apport technologique et financier important et d'accélérer la réalisation - très longue jusqu'à présent - de leurs projets pétroliers et gaziers. La conférence de Londres devrait être accompagnée d'une liste de projets prioritaires ouverts aux investissements étrangers mais on ne dispose pas aujourd'hui d'informations précises à ce sujet. Le président Rohani a récemment inauguré la phase **12** du développement de **South Pars**, qui doit déboucher sur une production d'environ **80 millions de mètres cubes par jour** de gaz, de **120 000 b/j** de condensats et de 750 tonnes par jour de soufre. Selon le directeur général de la **Pars Special Economic Energy Zone** cité par l'agence *Shana*, cette phase permettra d'accroître le produit intérieur brut de l'Iran de 2,5 à 3%.

L'impact sur les prix

Dans un contexte de prix bas du pétrole, le futur retour de l'Iran sur le marché n'est pas une bonne nouvelle pour les producteurs alors que les consommateurs peuvent se frotter les mains. M. Ali Marvi, qui est à la tête de la **commission sur l'énergie du Majlis** (le parlement iranien), a souligné qu'en cas d'accord l'Iran aurait une influence significative sur les prix pétroliers mondiaux. Pour l'OPEP, qui fait face à la montée en puissance des bruts non conventionnels en Amérique du Nord et à celle de l'Irak, les perspectives ne sont pas simples. Comme des responsables du ministère iranien du Pétrole l'avaient expliqué dans le passé, M. Marvi a indiqué que l'OPEP aurait des décisions "*sérieuses*" à prendre. Cela veut dire en clair que les pays OPEP qui ont pris une partie de la part de marché de l'Iran alors que celui-ci était handicapé par les sanctions devront être plus raisonnables à l'avenir. Sans cela, les prix chuteront davantage, laisse-t-on entendre à Téhéran. A bon entendeur...

De meilleures perspectives pour l'économie de l'Iran

Compte tenu du poids du secteur des hydrocarbures en Iran et du fait que les sanctions occidentales frappent également l'ensemble de l'économie du pays, notamment via les pressions financières, leur future suspension ne peut qu'être très bénéfique pour les perspectives de nombreux secteurs d'activité et pour la population. Selon la NIOC, le champ de gaz et de condensats de South Pars pourrait générer dans trois ans des revenus annuels de **\$127 milliards par an** avec une production annuelle à cette date de **250 milliards de mètres cubes**.

Des retombées positives pour les "réformateurs"

Il est bien sûr beaucoup trop tôt pour évoquer les retombées politiques en Iran même de l'accord de Lausanne mais une chose est sûre. Le président Hassan Rohani et son gouvernement, notamment le ministre des Affaires étrangères, qui a dirigé la délégation de négociateurs de son pays, et le ministre du Pétrole, ne peuvent que tirer profit d'un résultat auquel ils ont eu le mérite de croire et pour lequel ils ont consacré beaucoup de temps et d'énergie. Les scènes de liesse populaire en Iran juste après l'annonce de l'accord sont très parlantes à cet égard. Le président iranien, qui avait fait à juste titre de ce sujet la mère de toutes les batailles économiques, avait expliqué depuis le début que cette question était sa priorité en vue de desserrer l'étau qui broyait inexorablement l'économie nationale et d'améliorer le sort de la population iranienne. C'était un pari à haut risque et il a été gagné (sous réserve de la conclusion d'un accord final d'ici à juin 2015).

Par contre, les responsables iraniens ne pourront plus à l'avenir dissimuler leurs échecs économiques derrière les sanctions, ce qui était finalement fort commode. Les exigences de la société civile devraient donc être plus pressantes à l'avenir. Il faudra assez rapidement des résultats très concrets pour que le capital favorable dont disposent le président Rohani et son équipe ne soit pas dilapidé. A Téhéran comme dans la Rome antique, la roche Tarpéenne n'est jamais loin du Capitole.